

STATUTS

3 BRASSEURS FRANCE

Société par Actions Simplifiée au capital de 4.231.680 €

Siège Social : 4, rue de l'Espoir

59260 LEZENNES

509 530 770 RCS LILLE MÉTROPOLE

Dernière Mise à jour le 25 avril 2024

TITRE I
FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET – DUREE

ARTICLE 1 – FORME

La Société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

« 3 BRASSEURS FRANCE »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales “S.A.S.” et de l’énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

« LEZENNES (59260), 4 rue de l’Espoir ».

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 – OBJET

« La société a pour objet, directement ou indirectement, en France :

- Toute opération commerciale se rapportant directement ou indirectement à l’exploitation d’activités de restauration et de débit de boissons, sous toute forme, brasserie, buvette, cafétéria, restaurant, fast-food en libre-service ou en service traditionnel ;
- La production et fabrication sur chacun des sites d’exploitation de bière et plus généralement toute activité brassicole ;
- La création, l’acquisition, la location, la prise à bail, l’installation, l’exploitation de tout établissement se rapportant à l’une ou l’autre des activités spécifiées ;
- La prise, l’acquisition, la prise et/ou la mise en location-gérance, l’exploitation d’accord de franchise permettant de valoriser l’existence, la notoriété, le savoir-faire acquis dans les différents domaines de la restauration ;
- La prestation de tout service, notamment de formation, dans le secteur de la Restauration, principalement de type traditionnelle, à toute entreprise ayant des liens directs ou indirects ou des intérêts communs avec la Société, ses actionnaires ou l’une de leurs filiales et participations détenues directement ou indirectement ;
- Toutes analyses sauf médicales destinées notamment pour les industries de la boisson, aux industries agro-alimentaires, œnologie, environnement, conseils, expertises et formations ;

- La prise de participation directe ou indirecte de la société dans toute opération commerciale ou industrielle pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscriptions ou d'achats de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance ou d'association en participation ou autre ;
- Et plus généralement toute opération financière, commerciale, industrielle, civile, mobilière et immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe. »

ARTICLE 5 – DUREE

La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL – FORME DES ACTIONS – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

Il a été apporté à la constitution :

société AGAPES, société anonyme au capital de 17.547.392 Euros, dont le siège social est à VILLENEUVE D'ASCQ (59650) Immeuble Péricentre, rue Van Gogh, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille sous le numéro B 477 380 422, représentée par Monsieur Jean-Louis LANDRIEUX en qualité de Président Directeur Général.

Une somme en numéraire de 37 000 euros, ladite somme correspondant à 1850 actions de 20 euros chacune, souscrites en totalité et libérées chacune intégralement, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la Banque BNP Paribas

Cette somme de 37 000 euros a été déposée le 17 décembre 2008 à ladite banque pour le compte de la Société en formation.

Aux termes de décisions en date du 20 décembre 2013, l'Associé unique de la Société a décidé :

- d'augmenter le capital social effectivement souscrit d'une somme totale de 10 000 €, par apport en numéraire, pour être porté de 20 € à 10 020 €, par l'émission de 500 actions nouvelles de 20 €. Les 500 actions nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées au moyen d'un versement d'espèces le 20 décembre 2013, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds, par l'Associé unique de la Société,
- de réduire le capital social effectivement souscrit d'une somme de 4 720 €, pour être ramené de 10 020 € à 5 300 €, par amortissement à due concurrence des pertes. Cette réduction du capital effectivement souscrit a été réalisée par voie d'annulation de 236 actions de 20 € de valeur nominale chacune.

Aux termes de décisions en date du 19 décembre 2016, l'Associé unique de la Société a décidé :

- de supprimer la notion de variabilité du capital social,

- d'augmenter le capital social effectivement souscrit d'une somme totale de 994 700 €, par apport en numéraire, pour être porté de 5 300 € à 1 000 000 €, par l'émission de 49 735 actions nouvelles de 20 €. Les 49 735 actions nouvelles ont été intégralement souscrites et libérées au moyen d'un versement d'espèces le 19 décembre 2016, ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire des fonds, par l'Associé unique de la Société.

Aux termes des décisions de l'associée unique du 27 avril 2017, le capital social de la société a fait l'objet (i) d'une augmentation en numéraire de 280.000 euros pour être porté à 1.280.000 euros par la création de 14.000 actions nouvelles d'une valeur de 20 euros chacune intégralement libérées, suivie (ii) d'une réduction de capital de 280.000 euros motivée par des pertes ramenant le capital social à 1.000.000 euros par voie d'annulation de 14.000 actions.

Aux termes de décisions en date du 28 avril 2017, l'associé unique de la société a décidé de réduire le capital social d'un montant de 500 000 euros, pour être ramené de 1 000 000 euros à 500 000 euros, par voie d'affectation du montant de la réduction de capital, soit 500 000 euros, au compte « Prime d'émission » et par voie de réduction de la valeur nominale de chacune des 50 000 actions de la société d'un montant de 10 euros, la valeur nominale de chaque action passant ainsi de 20 euros à 10 euros.

Aux termes de décisions en date du 1er juillet 2017, le capital social a été porté à la somme de 3.231.680 euros à la suite d'un apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions, de la société 3 BRASSEURS INTERNATIONAL, Société par Actions Simplifiée à capital variable, dont le siège social est situé Immeuble Péricentre - Rue Van Gogh, 59650 Villeneuve d'Ascq, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lille Métropole sous le numéro 434 036 042, de la toute propriété des biens et droits ci-après désignés composant sa branche d'activité « Branche d'Activité Franchise France » comprenant les contrats de franchise conclus avec des tiers, la plateforme Achats; et les salariés de services centraux affectés au développement, à l'animation et à l'assistance des réseaux de restauration « LES 3 BRASSEURS » en France, ledit apport étant évalué à la somme nette de 3.463.360 euros. Les 273.168 actions nouvelles créées en rémunération de l'apport ont été attribuées à la société 3 BRASSEURS INTERNATIONAL. »

Aux termes de décisions en date du 14 Novembre 2022, l'associé unique de la société a décidé d'augmenter le capital social de 9 000 000 euros puis de réduire le capital social d'un montant de 9 000 000 euros par voie d'apurement du compte Report à Nouveau.

Aux termes de décisions en date du 9 juin 2023, l'associé unique de la société a décidé d'augmenter le capital social de 400 000 euros puis de réduire le capital social d'un montant de 400 000 euros par voie d'apurement du compte Report à Nouveau.

Aux termes de décisions en date du 29 décembre 2023, l'associé unique de la société a décidé de réduire le capital social de 2 000 000 euros par voie d'apurement partiel du compte Report à Nouveau.

Aux termes de décisions en date du 25 Avril 2024, l'associé unique de la société a décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 3 000 000 euros, par apport en numéraire, pour être porté de 1 231 680 euros à 4 231 680 euros et ce, par l'émission de 300 000 actions nouvelles de 10 euros de valeur nominale chacune intégralement souscrites et libérées par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL – AUGMENTATION ET RÉDUCTION DE CAPITAL.

7.1 Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 4 231 680 euros, divisé en 423 168 actions de 10 euros chacune de valeur nominale, toutes de même catégorie et entièrement libérées.

ARTICLE 8 - ACTIONS

Les actions sont nominatives et inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 9 - CESSIION DES ACTIONS

I - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

L'ordre de mouvement des actions non intégralement libérées doit être accompagné d'une acceptation signée par le cessionnaire.

Les associés s'interdisent d'offrir leurs actions à des tiers en employant des moyens de publicité ou en recourant à des intermédiaires spécialisés et plus généralement en utilisant tout procédé qui constituerait un appel public à l'épargne au sens de l'article 72 de la loi du 24 juillet 1966 et de l'article 57 du décret du 23 mars 1967.

Ils seraient responsables à l'égard de la Société des conséquences qui résulteraient de la violation de la présente clause.

Sont considérées comme cessions toutes les opérations de transmissions d'actions ou de droits affectés aux actions (droits de souscription ou d'attribution) par quelque moyen que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit.

A - Cessions libres.

Les cessions d'actions à titre gratuit ou onéreux entre associés, ainsi que les transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, peuvent être effectuées librement.

Les cessions sont libres entre les parties et leurs sociétés affiliées sous réserve d'en informer les autres parties avec un préavis de deux mois.

Pour l'application du présent contrat, deux sociétés sont considérées comme affiliées si l'une d'entre

elles détient le contrôle direct ou indirect de l'autre (société mère et filiale) ou si toutes deux sont directement ou indirectement contrôlées par une même société (société sœur).

Il y a contrôle direct ou indirect d'une société dès lors qu'une autre société dispose directement ou par sociétés interposées, de la majorité des droits de vote aux Assemblées Générales Ordinaires de celles-ci.

Dans le cas où les liens de filiation viendraient à disparaître entre une partie et celle de ses sociétés affiliées à laquelle elle aurait cédé tout ou partie de sa participation dans la Société, cette partie serait préalablement tenue de racheter la participation cédée.

Au cas où un associé souhaiterait vendre tout ou partie de ses actions, il devra d'abord les proposer aux autres associés qui disposeront d'un délai de trois mois pour formuler leur réponse et prendre une option.

Leur réponse définitive devra être formulée dans un délai supplémentaire de trois mois. Si le droit de rachat n'était pas exercé, ou ne l'était que partiellement, les actions encore disponibles seront cessibles dans les conditions définies ci-après.

Toute autre cession ou transmission d'actions est soumise à l'agrément préalable du Président.

B - Cessions à des tiers.

Toutes les cessions ou mutations à des tiers, de quelque manière qu'elles aient lieu;

- soit à titre gratuit ou onéreux;
- soit à titre d'apport, de fusion ou scission, ou de partage d'actif social;
- soit par adjudication publique, volontaire ou forcée,

doivent être autorisées préalablement par le Président suivant la procédure définie ci-dessous.

A cet effet, la demande d'agrément indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre, la catégorie et les numéros des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert, est notifiée par le cédant à la Société.

Le Président statue, le plus rapidement possible, sur cette demande et au plus tard avant l'expiration du délai de trois mois à compter de sa notification.

La décision du Président est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé réception.

Si le Président n'a pas fait connaître sa décision au cédant dans le délai de trois mois ci-dessus imparti à compter du jour de la notification, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé, et si le cédant n'a pas retiré son offre dans le délai de quinze jours, le Président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant par la Société en vue d'une réduction de capital.

Cette acquisition a lieu moyennant le prix déterminé par les experts dûment habilités.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, à la demande de la Société, ce délai peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours rendue par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

En cas d'acquisition et en vue de régulariser dans le délai imparti, le transfert sera régularisé d'office par simple déclaration du Président, puis sera notifié au cédant dans les dix jours de sa date, avec invitation de se présenter au siège social pour recevoir le prix du transfert, soit lui-même, soit par une autre personne dûment mandatée à cet effet.

Les notifications, significations et demandes prévues ci-dessus seront valablement faites, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

C – Actions attribuées aux salariés au titre de l'intéressement.

La cession des actions qui auront pu être attribuées aux salariés au titre de l'intéressement, sera dans tous les cas soumise à l'agrément du Président pour éviter que ces actions ne soient cédées à des personnes n'ayant pas la qualité de salarié de la Société.

Si la Société attribue ses propres actions, au titre de participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise, elle peut, à cet effet, diviser ses actions en coupures dont le montant nominal ne peut être inférieur au minimum légal fixé pour les coupures de cette nature.

II : ACQUISITION FORCÉE D'ACTION

Afin de préserver l'indépendance de la Société, son autonomie économique, et l'intérêt social de l'entreprise, il est convenu expressément que les actions détenues par un associé, personne physique ou morale, peuvent faire l'objet d'une acquisition forcée décidée par le Président lorsque l'associé perd au regard de la Société ses caractères de liberté et d'activité, notamment par une modification de sa situation juridique ou économique.

Notamment pour une personne physique, si elle perd le caractère de salarié dans l'hypothèse où le caractère salarié a été le critère déterminant au moment de la cession d'actions, ou si elle devient salarié ou mandataire social, d'un groupe concurrent, et dans tous les cas où celle-ci, par la mauvaise exécution de ses obligations, l'inexécution ou la violation de celles-ci, elle perdrait la confiance de la Société.

Notamment pour une personne morale, si l'associé vient à changer de moins par quelque procédé juridique et pour quelque raison que ce soit notamment par apport, fusion ou scission, partage de l'actif social, si l'associé a une activité contraire à l'intérêt social de l'entreprise qui met en péril l'indépendance de la Société.

IL est précisé que:

- Seul le Président est compétent pour faire application de cette clause d'acquisition forcée.
- Le Président devra informer dans les 15 jours de la décision d'acquisition l'associé concerné en lui notifiant la délibération par lettre recommandée avec accusé de réception.
- Dans les 3 mois de la notification, le Président devra désigner les associés ou les tiers qui se portent acquéreurs des actions en cause ainsi que le prix qui en est offert,

- L'acquisition des actions par le Président se fera à la valeur déterminée par les experts dûment habilités à cet effet.

TITRE III ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 10– PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

10.1 : Désignation

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne morale ou physique, associée ou non associée de la Société.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci est représentée par ses dirigeants sociaux ou par un représentant permanent désigné par elle. La Société en est informée par tout moyen.

Le Président est désigné par décision collective des associés.

10.2 Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée. Il peut démissionner à tout moment à charge pour lui d'en informer les associés.

Il peut être révoqué à tout moment, et sans qu'un motif soit nécessaire, par décision majoritaire des associés. La révocation des fonctions de Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

10.3 Rémunération

Le Président peut être rémunéré pour ses fonctions. Cette rémunération est, le cas échéant, fixée chaque année par décision collective des associés.

10.4 Pouvoirs

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société et la représente dans ses rapports avec les tiers. Il aura les pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société, contracter en son nom et l'engager pour tous les actes et opérations entrant dans l'objet social sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux associés par la loi ou par les présents statuts.

Le Président peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un Directeur Général.

Cependant, à titre de règlement intérieur (ci-après le « Règlement Intérieur »), et sans que cette mesure ne soit opposable aux tiers, le Président et le Directeur Général ne pourront accomplir seuls les actes suivants :

❖ les opérations de financement :

- retrait de fonds en banque en espèces, quel qu'en soit le montant ;
- conclusion de crédits baux immobiliers et mobiliers ;
- promesse de constitution ou constitution de sûretés personnelles (cautionnement, aval etc...) ou réelles mobilières (nantissement) ou immobilières (antichrèse, hypothèque) ;

- tous emprunts et demandes de crédits à court, moyen ou long terme et tous octrois de prêts à toutes personnes physiques ou morales sans distinction ;
- tout emploi de trésorerie de la société dans des placements à échéance supérieure à trois mois ;
- toute acquisition ou aliénation de créances ;
- abandon de créances d'un montant supérieur à 100 K€ (par créance ou ensemble de créances abandonnées dans le cadre d'une même opération) ;

❖ les ressources humaines :

- recrutement pour une durée supérieure ou égale à 6 mois, mutation, sortie et contrat de travail d'un salarié cadre en hiérarchie directe hors personnel de restaurant ;
- recrutement, mutation, sortie et contrat de travail d'un salarié cadre en hiérarchie indirecte dont le package annuel de rémunération ou l'indemnité de sortie serait supérieur à 75 K€ bruts ;

❖ la franchise et la location-gérance :

- envoi de Document d'Information Précontractuel « DIP » portant sur des contrats de franchise (hors le cas d'un renouvellement), sauf entre sociétés du Groupe AGAPES ;
- conclusion de promesse de contrat ou contrat de franchise ou de location-gérance, et d'engagements portant sur la propriété intellectuelle de la société, sauf entre sociétés du Groupe AGAPES ;

❖ les investissements / désinvestissements :

- investissements liés à la création ou au transfert d'établissement ;
- investissements relatifs à l'immobilier (terrain et constructions), indépendamment de l'autorisation accordée, le cas échéant, au titre du foncier (autorisation relative à un bail par exemple) ;
- investissements liés au remodeling des sites (dont remodeling sur coque) pour un montant total supérieur ou égal à 400 K€, dans la limite du budget remodeling annuel ;
- investissements liés au remodeling des sites (dont remodeling sur coque) hors budget remodeling annuel ;
- investissements liés au maintien de l'outil ou de nature commerciale hors budget annuel dédié ;
- cessation d'activité et/ou fermeture d'un établissement ;
- disposition (dont notamment cession, apport,...) des actifs significatifs de la société, y compris fonds de commerce, immobiliers, droit au bail, propriété intellectuelle et autres incorporels ;
- disposition (dont notamment cession, apport,...) des autres actifs de la société (à l'unité ou ensemble dans le cadre d'une même opération de disposition) dont la valeur nette comptable (VNC) excède 400 K€ lorsque le prix de cession est supérieur à la VNC et dont la VNC excède 200 K€ lorsque le prix de cession est inférieur à la VNC ;

❖ les engagements contractuels :

- conclusion et renouvellement avec modification de l'équilibre du contrat (loyers, travaux à réaliser, clause de sortie,...) de baux immobiliers (dont bail commercial et bail à construction), sauf entre sociétés du groupe AGAPES ;
- contrats comportant, pour la société, un engagement supérieur ou égal à 3 ans ;

- contrats comportant, pour la société, un engagement inférieur à 3 ans et portant sur des achats de produits stockés, sur l'approvisionnement ou la logistique, dont l'engagement total pour la durée du contrat est égal ou supérieur à 1 M€ ;
- contrats comportant, pour la société, un engagement inférieur à 3 ans et portant sur l'achat d'espace publicitaire pour la publicité nationale, dont l'engagement total pour la durée du contrat est égal ou supérieur à 300 K€ ;
- contrats comportant, pour la société, un engagement inférieur à 3 ans et portant sur la publicité nationale autre que l'achat d'espace, dont l'engagement total pour la durée du contrat est égal ou supérieur à 150 K€ ;
- contrats comportant, pour la société, un engagement inférieur à 3 ans et portant sur des prestations intellectuelles, dont l'engagement total pour la durée du contrat est égal ou supérieur à 100 K€ ;

❖ tout autre acte juridique :

- tout autre acte juridique comportant, pour la société, un engagement de payer excédant 200 K€ étant précisé que :
 - o toute mesure tendant à scinder le montant de l'engagement en tranches inférieures à 200 K€ n'exonérera pas le Président et/ou le Directeur Général de sa responsabilité contractuelle ;
 - o Cette mesure ne concerne pas le paiement des cotisations sociales et des sommes dues au Trésor Public.

Pour l'accomplissement de ces actes, le Président et le Directeur Général sont tenus soit (i) d'agir conjointement et de recueillir le contreseing d'une personne désignée par la collectivité des associés dans les conditions de l'article 23 des statuts (ci-après « le(s) « Contresignataire(s) »), soit (ii) d'autoriser, conjointement et préalablement, et de recueillir également l'autorisation préalable d'une personne désignée par la collectivité des associés dans les conditions déterminées par l'article 23 des statuts. A défaut de désignation d'un Directeur Général, le Président sera tenu de recueillir le contreseing ou l'accord préalable de deux Contre Signataires.

Tout changement dans la personne de ce contresignataire fera l'objet d'une décision extraordinaire des associés dans les conditions de l'article 14 des présentes ; cette décision n'aura pas à être portée à la connaissance des tiers ni donner lieu à modification des présents statuts, le règlement intérieur de la société étant inopposable aux tiers.

ARTICLE 11 - DIRECTEUR GENERAL.

11.1 Désignation

La Société peut être également dirigée par un Directeur Général qui est obligatoirement une personne physique.

Le Directeur Général est nommé par le Président. Il peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

11.2 Durée des fonctions

Le Directeur Général est nommé sans limitation de durée. Il peut être révoqué à tout moment, et sans qu'un motif soit nécessaire, par décision du Président constatée dans un procès-verbal.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

11.3 Rémunération

Le Directeur Général peut se voir allouer une rémunération au titre de ses fonctions. Cette rémunération est fixée par le Président et soumise à l'approbation des associés. Les modifications de la rémunération du Directeur Général interviennent dans les mêmes formes.

11.4 Pouvoirs

Le Directeur Général dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs et sont soumis aux limitations de pouvoirs précisées à l'article 10.4.

ARTICLE 12 : DROITS DE LA REPRÉSENTATION SOCIALE AUPRÈS DES ORGANES DE LA SOCIÉTÉ.

Les délégués du Comité d'entreprise s'ils ont été désignés exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Président ou de toute personne qu'il aura délégué.

Dans le cadre des dispositions de l'article L 432-6-1 I 2^{ème} alinéa du Code du travail, les prérogatives du Comité d'entreprise seront exercées conformément aux dispositions de l'article R432-21 du Code du travail.

Lorsque la collectivité des associés se prononce par voie d'Assemblée Générale, deux délégués du Comité d'entreprise exercent leurs droits conformément à l'article L432-6-1-II du Code du travail.

Dans l'hypothèse où les associés s'expriment par voie de consultation écrite ou d'acte sous seing privé, il est communiqué aux deux délégués du Comité d'entreprise le texte de la consultation ou le projet d'acte. Les deux délégués du Comité d'entreprise pourront exercer leur droit de s'exprimer sur les délibérations requérant l'unanimité des associés par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président.

Le Président assurera la communication de ces observations aux associés.

TITRE IV DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS

ARTICLE 13 : COMPÉTENCE DES ASSOCIÉS.

Les seules décisions qui relèvent de la compétence des associés sont celles pour lesquelles la Loi et les présents statuts imposent une décision collective des associés.

ARTICLE 14 : MODALITÉS DE CONSULTATIONS DES ASSOCIÉS.

Tout moyen de communication (courrier, téléphone, vidéo, fax...) peut être utilisé dans l'expression des décisions.

Les décisions collectives sont prises:

- Par consultation écrite: dans ce cas, le Président adresse le texte de la ou des résolutions proposées à l'approbation des associés. L'associé n'ayant pas répondu 15 jours suivants la réception de ce texte est considéré comme ayant approuvé ces résolutions. La procédure de consultation écrite est arrêtée si un associé demande à la Société, dans le délai de B jours suivant la réception de cette lettre, que le texte de la ou les résolutions proposées soit mis à l'ordre du jour d'une assemblée.

- En assemblée: les assemblées sont convoquées par le Président 15 jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée en visioconférence. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Aucune condition de quorum n'est exigée pour la tenue des assemblées.

L'assemblée est présidée par le Président de la Société qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir.

Un associé peut être représenté par toute personne de son choix, s'il s'agit d'un tiers, ce tiers doit être agréé préalablement par le Président.

Tout associé peut également voter par correspondance ou moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés à leur demande. Il n'est tenu compte que des formulaires qui ont été reçus par la Société avant la réunion de l'assemblée. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

- Par consentement acté: les décisions collectives peuvent également résulter du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé.

Le Président peut nommer un ou des secrétaire (s) pour l'organisation des consultations et l'accomplissement des formalités au registre du commerce et des sociétés.

Si la Société ne comporte qu'une seule personne, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés lorsque les statuts exigent une disposition collective.

ARTICLE 15 - PROCÈS-VERBAUX

15.1 Procès-verbaux des décisions collectives des associés.

Toute décision collective des associés prise en assemblée est constatée par un procès-verbal signé par le secrétaire de l'assemblée et par le Président.

Ce procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom et prénoms et qualité du Président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, le nombre d'actions participant ou vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Il mentionne également la communication préalable des documents et Informations relatifs à la décision.

Toute décision par acte sous seing privé ou consultation écrite est constatée par un procès-verbal établi et signé par le Président ou les associés.

Ce procès-verbal indique la date de l'acte sous seing privé ou de la consultation écrite, les documents et rapports remis préalablement aux associés.

15.2 Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis et signés sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions légales en vigueur.

Les décisions du Président entraînant des modifications statutaires, ou concernant la nomination de directeurs généraux doivent être mentionnées sur le registre. »

ARTICLE 16 - DROIT DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 15 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL – CONTRÔLE ET APPROBATION DES COMPTES – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 17 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 18 - CONTRÔLE DES COMPTES

Les associés désignent, pour la durée, dans les conditions et avec les missions prévues par la Loi notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants.

ARTICLE 19 - APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les

comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président et des rapports du ou des commissaires aux comptes

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective,

ARTICLE 20 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

La part de chaque associé dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident de sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau déficitaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Le paiement des dividendes est effectué à la date et aux lieux fixés par la collectivité des associés ou à défaut par le Président dans un délai maximal de 9 mois après la clôture de l'exercice social.

Le Président peut avant l'approbation des comptes de l'exercice mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice social peut accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre un paiement en numéraire et un paiement en actions.

Tous dividendes qui n'ont pas été perçus dans les cinq années à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits conformément à la loi.

TITRE VI LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ - CONTESTATIONS

ARTICLE 21 - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, une décision collective des associés décide du mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la Loi.

ARTICLE 22 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.

TITRE VII
PERSONNE(S) HABILITÉE(S) À CONTRESIGNER ET/OU AUTORISER LES ACTES VISÉS PAR LE
RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ARTICLE 23 – Personne(s) habilitée(s) à contresigner et/ou autoriser les actes visés par le Règlement Intérieur

23-1 Désignation

La collectivité des associés, par une décision ordinaire, procède à la nomination d'une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non de la Société (les « Contresignataires »), habilitées à contresigner et/ou autoriser le Président de la Société et le cas échéant le Directeur Général à accomplir les actes visés par le Règlement Intérieur de la Société.

23-2 Durée des fonctions

Les fonctions des Contresignataires prennent fin chaque année lors de la décision collective des associés appelée à approuver les comptes de l'exercice écoulé. Elles sont renouvelées par tacite reconduction pour des périodes successives d'une année.

Toutefois, la collectivité des associés pourra décider d'une durée différente.

Les Contresignataires peuvent décider à tout moment de mettre un terme à leurs fonctions à charge d'en informer les associés et de respecter un préavis raisonnable.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par décision ordinaire de la collectivité des associés, sans qu'un motif soit nécessaire et sans que cette révocation ouvre droit à une quelconque indemnité.

23-3 Pouvoirs

Si plusieurs personnes ont été désignées par la collectivité des associés en qualité de Contresignataires, chacune d'entre elles détient individuellement le pouvoir d'autoriser la réalisation des actes visés par le Règlement Intérieur.

Toutefois, si la Société est exclusivement dirigée par son Président, celui-ci devra, à défaut de désignation d'un Directeur Général, recueillir le contreseing ou l'accord préalable de deux Contresignataires.

23-4 Expression des décisions

Tous moyens de communication (courrier, courrier électronique, téléphone, vidéo, fax ...) peuvent être choisis par le Président et le Directeur Général pour présenter la demande d'autorisation préalable.

De même, tous moyens de communication pourront être utilisés dans l'expression des décisions émises par les Contresignataires, pourvu qu'ils expriment de manière univoque la décision émise.

Certifié conforme à l'original le 4 avril 2025
3 BRASSEURS INTERNATIONAL


Fabien pessot (25 avr. 2024 15:10 GMT+2)